

Variations sur le même thème



La nécessaire réforme du système de santé

Le sujet le plus souvent évoqué lors des débats politiques et à travers les promesses de réformes est celui de la santé. S'il a été l'objet de multiples ajustements au cours des 20 dernières années, les gouvernements successifs se sont toujours vu reprocher de ne pas être suffisamment conséquents sur cette question. L'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement changera-t-il réellement la donne? Et si oui, comment s'y prendra-t-il? Les partis tardent à avancer des solutions.

La santé est un secteur stratégique pour la Hongrie, d'un point de vue tant économique que social. Or ce secteur nécessite de toute urgence une profonde réforme synthétique mais aussi structurelle afin de redéfinir les bases d'un système efficace et bénéfique à la fois pour les corps médical et les patients. La succession des ministres de la santé, le manque de conception globale et à long-terme, et l'intérêt qu'ont de nombreux médecins et hommes politiques à maintenir le système actuel, où règne la corruption et un manque flagrant de transparence au niveau des financements, contribuent à retarder cette réforme pourtant plus que nécessaire. On assiste en effet au déficit de ce système, déserté par de nombreux médecins qualifiés, qui préfèrent émigrer à l'étranger pour gagner 2 à 3 fois plus qu'en Hongrie, où les listes d'attentes s'allongent et où, à moins de glisser quelques billets dans une enveloppe à l'attention du corps médical, les patients peuvent parfois attendre de longues heures avant d'être pris en charge. Juste, équitable, gratuit et de bonne qualité: les attentes des citoyens hongrois envers leur système de santé sont nombreuses mais sans surprises.

Or, dans l'état actuel des choses, le système de santé publique, financé par les cotisations sociales et faisant face à un déficit permanent, ne peut répondre à ces exigences qu'à la condition de trouver une source de financement parallèle, comme ce qui a été réalisé avec succès pour le secteur dentaire dans les années 1980.

Dualisme sanitaire

La santé publique souffre particulièrement de voir son financement basé sur les cotisations sociales dans un pays où les contribuables rechignent à participer à cet effort collectif, tout en affichant des exigences de plus en plus grandes quant à la qualité des soins et des services de santé. Par conséquent, on assiste à un déficit technologique, financier et d'infrastructures, parallèlement à l'essor des soins médicaux privés. Ces derniers sont proposés via des cabinets médicaux offrant des soins médicaux à des prix similaires à ceux pratiqués en Europe de l'Ouest et permettent ainsi aux médecins qualifiés de rester en Hongrie. Au cours des 16 dernières années, les gouvernements successifs ont continuellement dû injecter des fonds supplémentaires dans ce secteur, considéré comme un véritable "puits sans fond". Dans le même temps, et à l'inverse des tendances européennes, la Hongrie a baissé ses dépenses publiques de santé de 6,6% à 5,2% du PIB entre 1992 et 2007, tandis que la moyenne pour les pays de l'OCDE s'élève actuellement à 7%. Les dépenses de santé par personne atteignaient 50% de la moyenne européenne en 1992 et ne dépassent pas aujourd'hui les 41%. Notons qu'avec le ralentissement économique et la baisse des salaires, les cotisations sont encore amenées à décroître. La caisse d'assurance maladie enregistre d'ores et déjà un déficit de 135 Mds de HUF au lieu des 5,5 Mds initialement prévus et que le gouvernement avait déjà inclus dans son budget 2011, qui ne dispose plus d'aucune ressource disponible.

Des ajustements à la réforme tant attendue

La réforme la plus récente, enterrinée par référendum, a consisté en la mise en place d'un système de caisses régionales, attirant des capitaux privés et introduisant des titres de consultation médicale plafonnés à 1€. En période électorale, tous les partis ont enfin la possibilité de communiquer leurs propositions, ce qu'ils commencent à peine à faire, alors même que le premier tour aura lieu le 11 avril prochain. Or les grands débats et confrontations des programmes politiques se font attendre. Pour avoir une idée des propositions des différents partis, il faut étudier scrupuleusement les programmes politiques et essayer de déterminer les modalités

que les candidats souhaiteraient mettre en œuvre à travers l'esprit général affiché dans leur programme. Ceux du MSZP et du FIDESZ évoquent par exemple tous deux l'importance de "l'intégration sociale des minorités" ou encore "l'accessibilité des services publics par tous les citoyens". Le MDF évoque pour sa part l'introduction de l'équité sociale et la restructuration de la taxation des médicaments et des soins. Oui, mais encore?

Ce sont finalement les plus petits partis qui dressent une image plus précise de leurs intentions: le parti d'extrême droite Jobbik souhaite introduire un plan de développement social, couvrant la restructuration du financement des hôpitaux et l'évaluation exhaustive de l'état sanitaire de la population hongroise. Le LMP (La politique peut être différente), outre son souhait de re-évaluer à quels services la cotisation de base donne droit, souligne l'importance pour la population hongroise d'adopter un mode de vie plus sain.

En somme: une réforme est nécessaire mais comment s'y prendre? Réponse seulement après les élections...

Kata Bors

•
Catégorie
Agenda Culturel